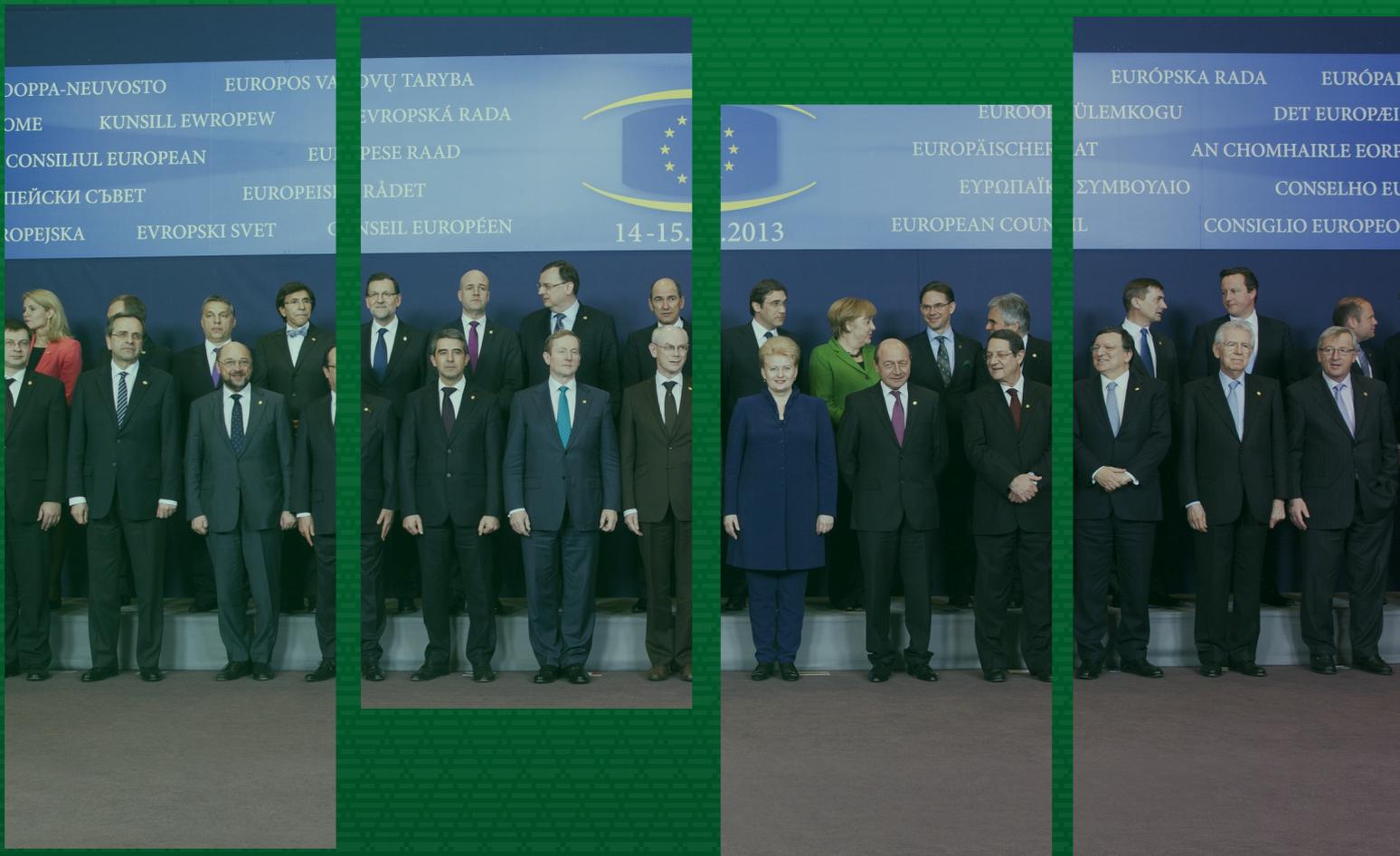


Conseil Européen



MUNEXT

Modelo de Naciones Unidas de la Universidad Externado de Colombia

Lettre du sous-secrétaire général

Chers Délégués,

Bienvenue au Sous-secrétariat des Organismes Régionaux de la troisième version du Modèle des Nations Unies de l'Université externe de Colombie. J'espère que, en participant à ce sous-secrétariat, vous êtes conscients de la grande responsabilité que vous avez tant l'occasion et la responsabilité de transformer le monde sur la base des décisions que vous prenez.

Je me présente, je m'appelle Lizeth Andrea Lara, je suis étudiante en cours d'études du programme Gouvernement et Relations Internationales et je fais la concentration en la gestion publique à l'Université Externado de Colombia. En plus d'être un amoureux des Nations Unies, danser la salsa est une autre passion de ma vie. Ma passion pour les Modèles des Nations Unies a commencé dès le collège, et je peux dire que ce sont ces événements qui m'ont poussé à étudier ce que j'étudie aujourd'hui. Avec les modèles de l'Organisation des Nations Unies, j'ai appris qu'un délégué humain, humble et respectueux vaut mieux que celui qui ne se soucie que d'entrer en compétition, prouver qu'il a connaissance du sujet et attendre la fin de la conférence pour

obtenir un diplôme qui dit “meilleur délégué”.
Je vous invite donc à être rigoureux sur le plan académique dans ce comité, mais avant tout, sauvez l’humanité que vous avez et cherchez au-delà d’un prix, cherchez l’enrichissement personnel.

Un câlin et n’oubliez pas que tout doute que vous avez peut nous être communiqué

Lizeth Andrea Lara
sous-secrétariat des organisations régionaux
lizeth.lara@est.uexternado.edu.co



Lettre de la présidence du comité

Salut cher délégués!

Nous sommes Andrea Jaramillo Caro, Juan B. Pavajeau et Maria Alejandra Trejos. Nous sommes étudiants de la Universidad Externado de Colombia (Maria Alejandra et Juan) et de la Pontificia Universidad Javeriana.

Nous participons à des activités de MUN depuis que nous sommes au lycée. C'était une expérience qui a changé nos vies. Cette fois-ci nous vous accompagneront comme présidents du comité. Nous croyons que le Conseil Européen est une organisation très important pour comprendre les relations internationales. Nous avons beaucoup travaillé pour vous offrir la meilleure version du comité. Cependant, le succès dépende de votre préparation. Si vous avez besoin de l'aide supplémentaire ou si vous avez une question, n'hésitez pas à nous contacter!

Andrea Jaramillo Caro

a_jaramillo@javeriana.edu.co

Juan B. Pavajeau

juan.pavajeau@est.uexternado.edu.co

María Alejandra Trejos

Maria.trejos@est.uexternado.edu.co

Introduction à l'organisation

Le Conseil européen est l'une des institutions les plus importantes de l'Union Européenne (l'UE) vu qu'elle réunit les chefs de gouvernement et les chefs d'État des pays de l'Union. En fait, ce ne sont que les chefs de gouvernement et les chefs d'État des vingt-huit membres de l'UE ceux qui participent à la prise de décisions et qui possèdent le droit de voter.

Le président du Conseil européen est élu par les membres du conseil et celui-là sera la représentation de l'UE devant le reste du monde. Depuis 2014, le politicien polonais, Donald Tusk, est le président du Conseil et la représentation de l'UE devant le monde.

Il faut souligner que le Conseil européen n'est pas une institution législative de l'Union européenne. C'est-à-dire que ce n'est pas la responsabilité du Conseil européen d'approuver ou de négocier les lois spécifiques de l'UE. En revanche, le Conseil européen a six fonctions :

- 1) Fixer l'agenda politique de l'UE
- 2) S'occuper des questions complexes qui ne peuvent pas être résolues à travers d'autres moyens tels que la coopération intergouvernementale.
- 3) Établir la politique étrangère et la politique de sécurité commune de l'UE.
- 4) Déterminer les stratégies de défense

Le Conseil européen fut créé en 1974 avec l'intention de mettre en place un forum informel, qui prévoyait la tenue de réunions chaque fois que c'était considéré nécessaire, pour la discussion entre chefs d'État et de gouvernement. Toutefois, depuis 1996, le Conseil européen se réunit au moins quatre fois par an. Le but de



ces sommets est adopter des « conclusions » qui traitent des sujets qui préoccupent particulièrement l'EU. Par conséquent, elles exposent des mesures spécifiques à prendre pour atteindre les objectifs de l'organisation. Il faut souligner que ces « conclusions » sont l'élément qui donne la direction générale à l'UE.

PROCÉDURE

Avant que le comité commence, il faut que les délégués préparent un document de position officiel, et l'envoyer une semaine en avance (la date limite est le jeudi 6 de février 2020). Ce document contient la position du pays et les possible solutions aux problèmes du comité. Aussi, il faut que chaque délégué fasse un discours d'ouverture pour commencer le comité. Chaque représentant aura un 1 minute pour exprimer ses idées initiales.

Comme c'était déjà mentionné, le résultat du travail du Conseil Européen s'exprime en conclusions, qui sont des position politiques de L'UE par rapport à un thème spécifique. C'est pourquoi le résultat que nous attendons du comité est une conclusion qui contienne des réponses créatives aux thèmes du comité. Il faut tenir en compte que, pour qu'une conclusion soit adoptée, tous les chefs d'État et de gouvernement doivent être pour cette conclusion. Le contenu doit se limiter à:

1. Inviter un État ou une autre organisation de L'UE à prendre des mesures concernant une thématique spécifique.
2. Demander à la commission d'élaborer une proposition sur une thématique.
3. Coordonner l'action des États

4. Exprimer la position politique de la communauté européenne sur une situation spécifique.
5. Présenter des observation ou solutions aux problèmes

Des réunions bilatérales entre délégations

Les réunions bilatérales entre les délégations sont la stratégie que le Sous-Secrétariat aux Organisations Régionales utilise pour dynamiser les accords et les négociations entre les chefs d'État de tous les comités.

Ces réunions sont privées car elles auront lieu en dehors du comité. Ces réunions se limitent pour la négociation des chefs d'État du même comité et ne peuvent pas se tenir entre les représentants de deux comités différents du Sous-secrétariat.

Exemple 1	Une réunion entre le chef d'État de l'Allemagne du Conseil Européen et le chef d'État de la France du Conseil européen	APPROUVÉ
Exemple 2	Une réunion entre le chef d'État la Grèce du Conseil européen et le chef d'État aux États Unis du Sommet des Amériques	REFUSÉ

Ces rencontres seront demandées par messagerie d'étage au Bureau qui, selon la pertinence, approuvera ou refusera ces négociations. Ces réunions pourront durer jusqu'à 5 minutes. Cependant, les délégués pourront demander 3 minutes additionnelles lorsqu'ils en ont besoin. Les réunions pourront être tenues entre 4 chefs d'État du comité. Il faut que les délégués complètent le format ci-dessous pour demander le permis à la présidence du comité.



DEMANDE DE RÉUNION AVEC LES REPRÉSENTANTS DU COMITÉ	
Chef de l'État qui demande	
Avec quels chefs d'État sera la réunion	
Motif	
Temps	

Thème du comité

Après la deuxième guerre mondiale, les européens ont commencé à se préoccuper de trouver des moyens pour éviter une nouvelle confrontation entre les pays. Ils croyaient que la seule façon d'assurer la connivence entre les européens était à travers la coopération, le libre mouvement des personnes, le libre commerce, la liberté des services et des mouvements de capital. C'est pourquoi en 1957, les chefs d'État et de gouvernement de quelques pays européens ont signé les Traités de Rome pour créer la Communauté économique européenne (aujourd'hui L'Union Européenne).

Pour approfondir les réformes qui pouvaient maintenir la paix, en 1980, cinq pays (La France, L'Allemagne, Le Luxembourg, La Belgique et Les Pays-Bas) ont décidé de créer un espace commun pour transiter sans frontières; aujourd'hui on le connaît comme l'Espace Schengen. Le 14 juin 1985 ces pays ont signé l'Accord de Schengen, mais ce n'était pas jusqu'à 1995 que les personnes étaient autorisées de franchir les frontières des pays membres de l'UE sans se soumettre à des contrôles frontaliers. Autrement dit, la naissance de l'Espace Schengen a fait disparaître les anciens frontières entre les pays européens, les contrôles de sécurité aux frontières et les restrictions de circulation entre ces pays.

Les États ont renoncé à la liberté de fixer leur propres mesures de sécurité frontalière pour créer une stratégie commune qui ne protégerait qu'une seule frontière extérieure.

Grâce au traité d'Amsterdam, en 1999 les normes de l'espace Schengen ont été accueillies par le droit de l'Union Européen. Ainsi, tous les États de l'UE (sauf l'Irlande et le Royaume Uni à cause des questions géographiques et politiques) doivent accepter les normes de circulation de l'espace Schengen. Aujourd'hui, ce sont 26 États qui composent l'Espace Schengen et qui partagent donc des règles communes d'entrée sur leurs territoires.

La débat par rapport à la sécurité frontalière a été toujours important dans le débat politique de l'UE. Cependant, il est devenu beaucoup plus important à partir des atteintes à l'ordre publique comme la crise de migrants, l'augmentation de la criminalité, et l'entrée des groupes de crime organisé transnational.

À cause de l'existence de l'Espace Schengen, il faut tenir en compte deux approches différents à propos de la politique de sécurité des frontières: La sécurité frontalière de l'Europe avec les frontières extérieurs et la sécurité des frontières intérieurs de l'Union Européenne.

Explication du thème

L'Europe avec les frontières extérieure

Au but de protéger les frontières extérieures, l'UE, avec la participation du Conseil Européen, a créé un agence pour la protection des frontières qui s'appelle FRONTEX.



Dès 2004, elle “promeut, coordonne et développe la gestion des frontières européennes conformément à la charte des droits fondamentaux de l’UE et au concept de gestion intégrée des frontières des frontières.” (Frontex, n.d). Néanmoins, en 2016, leur fonctions ont été élargies. Aujourd’hui Frontex est en charge du control des frontières, de la sécurité maritime et de l’environnement, le déploiement des forces policières et répressives (qui appartient à des états membres) dans les zones des frontières qui ont besoin d’assistance supplémentaire. Aussi, Frontex fait des analyses des risques à propos de la migration clandestine et des activités criminelles transfrontalières avec la coopération de pays voisins extérieurs à l’UE et de pays d’origine et de transit des migrants.

Un autre mécanisme européen pour garantir la sécurité dans les frontières extérieurs est la coopération policière qui existe aujourd’hui. Les états membres travaillent ensemble pour garantir leur sécurité. Il y a aussi des fois où les forces policières travaillent ensemble avec différentes agences européennes, par exemple Europol, pour faire des opérations communes.

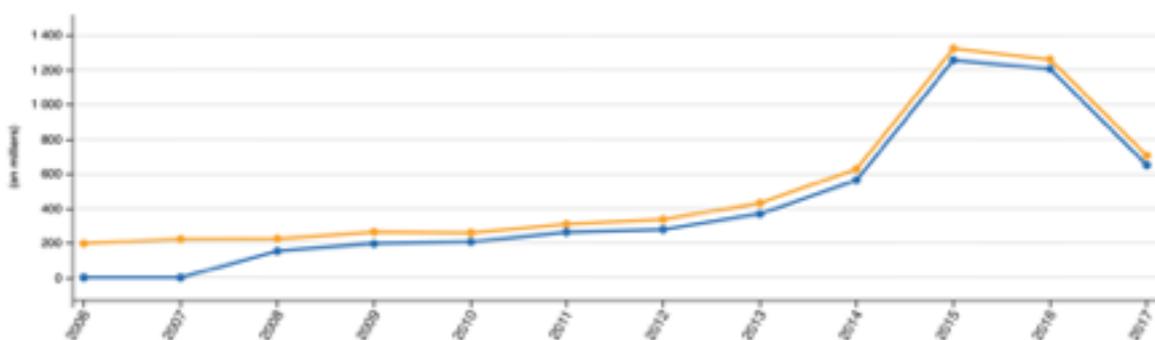
Il faut tenir en compte que les stratégies pour protéger l’Europe et ses frontières extérieures sont le résultat de longues processus de négociation entre les États. Le problème réside dans le fait que, devant une nouvelle atteinte à la sécurité du continent, l’UE n’a pas des mécanismes de réponse rapide. C’est pourquoi la Commission Européenne a proposé de créer une force de police commune qui pourrait compter avec 10.000 membres. L’idée est d’uniformiser les membres de la nouvelle force, leur donner une autonomie

opérationnelle (pour qu'ils ne doivent pas attendre les négociations entre Bruxelles et les gouvernements) et les déployer aux frontières extérieures. Ainsi il pourront garantir la sécurité en tout moment malgré les difficultés politiques et juridiques.

Les chefs de l'UE sont concernés par rapport au manque des mécanismes effectifs pour défendre l'Europe des problèmes qui sont toujours changeants. Cela est devenu évident avec la crise migratoire qui a eu lieu en Europe en 2015 où le continent n'avait pas les moyens de contrôler l'arrivée massive des personnes qui cherchaient l'asile. De plus, c'était presque impossible que les États pouvaient prendre des grandes mesures pour résoudre le problème puisqu'ils devaient négocier en avance avec Bruxelles pour éviter les violations au droit européen.

Comme la graphique en bas le démontre, le nombre de personnes qui cherchaient l'asile, aussi que le nombre d'immigrants illégaux, a augmenté depuis 2015. C'est pourquoi la politique migratoire est dans le cadre du programme stratégique 2019-2024.

Demandes d'asile (de ressortissants de pays tiers) dans les États membres de l'UE-28, 2006-2017



D'ailleurs, quelques États considèrent injuste le fait qu'ils doivent se tenir au Règlement de Dublin, qui leur force d'accueillir à toutes les personnes qui demandent de l'asile. Ils considèrent que la meilleure façon de résoudre le problème de migrants, qui selon eux c'est un problème de sécurité frontalière est travaillant avec les



pays voisins spécialement ceux qui ont un niveau élevé de trafic migratoire où les principaux pays d'où les immigrants viennent, comme la Turquie, la Libye et le Maroc.

Les frontières dans l'espace Schengen

La création de l'Espace Schengen a signifié que les États membres de l'Union Européenne, en cherchant l'intégration régionale, ont abandonné à l'un des principes ou caractéristiques les plus importantes d'une nation: décider qui et quoi peut franchir ses frontières. Il faut tenir en compte que la disparition des contrôles frontaliers a favorisé l'économie vu qu'elle a permis la mobilité sociale, le libre commerce et l'accès à différentes ressources.

Malgré les avantages de la liberté de circulation, elle a aussi causé des problèmes, surtout en matière de sécurité en Europe. En premier lieu, le manque de contrôles frontaliers a permis l'entrée de membres de groupes de crime organisé transnational. En fait, selon la politicienne française Marine Le Pen, les attentats de l'État Islamique auraient pu être évités, si les États avaient la pleine souveraineté de leurs propres frontières. Cela est dû au fait que, sans les accords de l'Espace Schengen, les États auraient la possibilité de contrôler le flux des personnes à travers les frontières en déterminant les mécanismes nécessaires pour assurer la sécurité de leurs peuples.

Au but de réduire les risques de sécurité qui représentent la liberté de circulation, l'UE a donc permis que les États puissent rétablir les contrôles des frontières seulement en cas d'atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale. Cette mesure a été déjà mise en place par les gouvernements quelquefois dans les années

passées. Selon un rapport de la Commission des Libertés Civiles, de la Justice et des Affaires Intérieures, certains États ont déjà épuisé le maximum du temps pour implémenter des contrôles nationales, qui c'est généralement deux ans selon la loi. Cependant, il y a des pays que les ont déjà utilisé pour trois années. Par exemple, les gouvernements de la France et la Belgique ont décidé de protéger leurs frontières après les attentats terroristes du 2016. Le gouvernement allemand a aussi décidé d'établir des contrôles dans ses frontières après la crise des migrants. L'Autriche, La Norvège, La Suède et Le Danemark ont aussi de contrôles propres aujourd'hui.

Selon un communiqué de presse de la Commission Européenne en 2016, met en garde que l'utilisation de ce ressource "peut remettre en question le bon fonctionnement de l'espace de libre circulation Schengen et ses avantages pour les citoyens européens et l'économie européenne" (Zimmermann, 2018)

La Commission Européenne a aussi mentionné que c'est important de retourner l'espace Schengen à son but original de libre circulation. Cependant, un élément pour prendre en compte est le changement des gouvernements par toute l'Europe après l'arrivée des gouvernements populistes qui s'opposent à la liberté de circulation. Ainsi, dans son article pour DW, Zimmermann met en garde le coût pour les citoyens et les compagnies et aussi pour les pays. Selon un étude par Prognos AG, les contrôles nationales peuvent signifier, une perte de 77 à 235 millions d'euros jusqu'au 2035.

Aussi, le fait que les pays prennent des contrôles pour



trois années ou plus est une violation à la loi de l'UE. Pour éviter des problèmes à l'avenir, Le Comité pour les Droits Civiques a présenté un document avec 42 amendements pour cette loi, un desquels est de réduire le maximum du temps qu'un pays peut utiliser des contrôles propres. L'auteur du rapport, Tanja Fajon, a dit que quelques pays ont étendu le temps pour utiliser ce type des contrôles par raisons politiques mais ne pas pour une nécessité réelle. Cette commission a aussi souligné que l'entrée des nationaux des pays de l'UE n'est pas une menace, alors il n'y a aucune raison pour laquelle avoir des contrôles propres.

D'ailleurs, L'Union Européenne a aussi créé le Système d'Information Schengen (SIS) pour permettre la constitution d'un fichier de signalement de personnes recherchées par les autorités. Le SIS favorise donc la coopération des États en ce qui concerne la sécurité commune de l'espace Schengen et la lutte contre le crime à travers les frontières. Ce système prouve qu'aujourd'hui la technologie est un recours fondamental pour la conservation de la sécurité des frontières. À travers elle, les gouvernements peuvent recueillir de l'information, surveiller les frontières et planifier des schèmes de sécurité.

D'ailleurs, un autre problème qui a toujours concerné l'Union Européenne par rapport au manque de contrôles frontaliers est le risque de salubrité qui signifie avoir des frontières presque complètement ouvertes. Normalement, les États, grâce aux contrôles de douanes peuvent vérifier qu'aucune personne ou objet qui pourrait déranger les écosystèmes ou la santé locale puisse entrer dans leurs territoires. Évidemment l'UE a déjà

parvenu ce problème en établissant un cadre commun des lois de salubrité et de protection frontalière. Cependant, devant un possible atteint à la santé publique ou la sécurité environnementale, les pays n'ont aucun moyen légal de protéger leurs frontières.

Voici on présente les raisons par lesquelles les six pays qu'utilise maintenant des contrôles intérieurs ont donnée pour le conserver:

France: Les contrôles ont été rétablis le 30 avril dernier et sont en vigueur jusqu'au 30 octobre 2018 à toutes les frontières nationales, en raison de la "menace terroriste persistante", a déclaré la Commission européenne.

Autriche: Réintroduit du 12 mai au 11 novembre pour "la situation de sécurité en Europe et les menaces de mouvements continus et significatifs". Des contrôles sont en cours aux frontières avec la Hongrie et la Slovaquie.

Allemagne: Également réintroduit du 12 mai au 11 novembre, en raison de "mouvements secondaires importants", uniquement à la frontière avec l'Autriche.

Danemark: Après la même période et les mêmes raisons que l'Allemagne et l'Autriche. Il a scellé ses frontières avec l'Allemagne, ainsi que les ports qui le relie aux ports allemands.

Suède: Des contrôles sont en place du 12 mai au 11 novembre pour les "menaces graves et continues à la sécurité intérieure". Des contrôles sont en cours à toutes les frontières intérieures.

Norvège: Contrôles autorisés du 12 mai au 11 novembre en raison de "la situation de sécurité en Europe et de mouvements secondaires". Toutes les frontières intérieures sont fermées, une première attention étant accordée aux liaisons maritimes avec le Danemark,



l'Allemagne et la Suède. (ANSA, 2018)

Aujourd'hui on peut voir que la matière de sécurité est l'un des thèmes les plus importants pour la communauté européenne. Depuis des attentats commis par des groupes terroristes dans leur territoire, des mesures plus fortes ont été implémentés pour améliorer et garantir sécurité à leurs citoyennes. Des nouvelles stratégies doivent être mises en place, ne pas seulement pour répondre aux menaces externes, mais dans leur propre territoire aussi. C'est-à-dire prendre des nouvelles mesures pour combattre le crime organisé, les risques de salubrité et les problèmes impliqués aux risque de la libre circulation en Europe. Comme chefs d'État et de gouvernement, c'est votre responsabilité de garantir sécurité à vos citoyens et à tous les citoyens européens. De plus on a vu beaucoup des cas où la sécurité, ne seulement pas des les frontières mais aussi des citoyens européen et des migrants et personnes en quête d'asile. Dans des années récents le cas de plusieurs de morts sur les côtes du sud d'Europe, en 2018 1495 morts ont été enregistré, selon Missing Migrants. En plus le cas le plus récent de l'arrestation de la capitaine allemand, Carola Rackete, en Italie après son arrivée en Italie, un pays qu'en Septembre 2018 à fait une prohibition temporaire de bateaux avec migrants d'accoster. Maintenant la sécurité des frontières est si important par la quantité des problèmes et situations qu'on a déjà vu, alors repenser notre politiques comme L'union Européenne doit être notre objectif le plus important.

Dynamisation

MUNEXT 2020 a décidé d'innover dans son processus de dynamisation et d'interconnexion, il est donc important

de se référer au guide de dynamisation du modèle.

Qarmas

- 1.** Es ce que les états ont pris des mesures pour protéger leurs frontières, différentes aux mesures pris par la communauté?
- 2.** Es ce qu'appartenir à une organisation internationale, diminue la souveraineté de chaque état ?
- 3.** Es ce que les mesures pris ensemble dans l'UE peuvent être applicables dans le contexte d'aujourd'hui?
- 4.** Comment est-ce que les États pourraient utiliser la technologie pour protéger les frontières?
- 5.** Comment sera l'avenir des frontières de l'espace Schengen?
- 6.** Comment est-ce que chaque état pourrait protéger effectivement leur citoyens et leur territoires des menaces externes, pendant qu'il reste soumis aux décisions de l'Union Européen ?
- 7.** Quelle mécanismes l'UE peut utiliser pour garantir que les données des citoyens sont en sécurité quand ils sont utilisés par différents agences intergouvernemental ?
- 8.** Est-ce que la sécurité des frontières doit être régulé par des accords communs?

Bibliographie

Afp (3/1/2019). "Plus de 2.260 migrants sont morts en tentant de traverser la Méditerranée en 2018". La Croix. Repéré de: <https://www.la-croix.com/Monde/2-260-migrants-sont-morts-tentant-traverser-Mediterranee-2018-2019-01-03-1300992983>



Chiron Paul (juin 2017). “Les politiques migratoires européennes à la frontière du droit” Programme humanitaire et de développement. Repéré de: <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2018/07/Obs-huma-Chiron-Politiques-migratoires.pdf>

Conseil Européen. (9/11/17) “Conclusion et résolutions du Conseil”. Repéré de: <https://www.consilium.europa.eu/fr/council-eu/conclusions-resolutions/>

European commission (1/7/2013). “Schengen Area”. Repéré de: https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/borders-and-visas/schengen_en

European comision (2015). “Police cooperation”. Repéré de: https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/police-cooperation_en

European Union (s.d). “European Border and Coast Guard Agency”. Repéré de: https://europa.eu/european-union/about-eu/agencies/fr/ontex_en

European Union (s.d). “Schengen Area” Repéré de: https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/borders-and-visas/schengen_en

Frontex European border and coast guard agencies (sd). “Avant-propos”. Repéré de: <https://frontex.europa.eu/language/fr/>

Human Costs of Border Control (s.d). “Deaths at the borders of Southern Europe” Repéré de: <http://www.borderdeaths.org/>

International Organization for Migrations (n.d). “Total of deaths recorded in the Mediterranean” Repéré de: <https://missingmigrants.iom.int/region/mediterranean>

Koikkalainen Saraa (2011). “Free movement: past and present”. Repéré de: <https://www.migrationpolicy.org/article/free-movement-europe-past-and-present>

Radjenovic Anja (2019). “Protection of EU external borders”. Repéré de: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/630316/EPRS_BRI\(2018\)630316_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/630316/EPRS_BRI(2018)630316_EN.pdf)

Safetravel (2018) “Europe: internal border controls” Repéré de: <https://www.safetravel.govt.nz/news/europe-internal-border-controls>

Tondo Lorenzo (2019). “Rescue ship captain arrested for breaking Italian blockade” Repéré de: <https://www.theguardian.com/world/2019/jun/29/sea-watch-captain-carola-rackete-arrested-italian-blockade>

Zimmermann Niels (2018) “How costly would inner-European border controls be?” Repéré de: <https://www.dw.com/en/how-costly-would-inner-european-border-controls-be/a-44647255-0>



Manuel du délégué pour le sous-secrétaire des organismes régionaux

Chers chefs d'État, encore une autre fois, bienvenue au sous-secrétaire des organismes régionaux, pour nous, le staff du sous-secrétaire est un privilège d'en faire partie.

Ce n'est peut-être pas votre première participation à une simulation des Nations Unies, mais nous voulons vous donner quelques conseils, règles et recommandations afin que votre participation à ce sous-secrétariat exigeant soit une expérience enrichissante.

1. La préparation, c'est tout.

Lorsque vous improvisez devant un comité et que vous n'avez pas de bases et de concepts clairs, le processus d'atteinte de l'excellence et d'une grande rigueur académique est beaucoup plus retardé qu'il ne devrait l'être.

2. Le pays ne fait pas le délégué, le délégué fait le pays.

L'importance qu'un pays peut avoir au sein d'un comité n'est pas donnée par les ressources, les outils ou le pouvoir dont le pays dispose. C'est plutôt votre préparation, votre capacité à tout comprendre au sein d'un comité (les autres délégués, les crises, la dynamique du comité, les présidents, etc.) et votre capacité d'adaptation qui fera votre pays important au sein du comité.

3. En état d'équilibre, c'est la clé.

Au sein d'un comité, le délégué qui débat, négocie, coordonne ou projet le mieux ne gagne pas ; mais le délégué qui sait articuler tous ces outils gagne

4. Rien n'est personnel.

Les comités de l'ONU sont des simulations d'espaces réels et tout ce qui se passe dans un comité doit rester dans le comité. La position adoptée par un délégué au sein du comité ne doit pas être considérée comme une position personnelle, puisque cette personne est plongée dans un rôle.

5. L'engagement avant tout.

Le monde des modèles des Nations Unies est un espace qui exige le plein engagement de tous ceux qui sont impliqués dans leur fonctionnement idéal. Tout le monde a un rôle à remplir et si cette personne ne s'engage pas à remplir entièrement ce document, une partie du comité et le modèle seront vides

6. Tout le monde veut gagner, mais pas tout le monde sait comment.

Les modèles des Nations Unies sont des espaces de croissance personnelle et académique, où la chose la plus importante est de grandir en tant que personne avec ceux qui vous entourent. Il serait naïf de dire que gagner n'est pas positif, mais il y a des moyens de le faire. Adopter des attitudes ou des actions qui nuisent à un autre délégué ou qui ne sont pas justes n'est jamais la bonne façon de réussir. Si vous gagnez, vous



devez gagner en toute conscience.

Comment atteindre ce but ?

Pour réaliser vos objectifs proposés en délégrant, nous vous suggérons de suivre ces conseils avant et pendant le modèle.

A. Avant le modèle

a. Une fois que vous aurez reçu votre assignation, faites une fiche d'information sur le pays:

i. Données générales: Localisation, système politique, type de gouvernement, PIB, indicateurs macroéconomiques et un peu d'histoire.

ii. Position du pays et sa politique étrangère

iii. Diplomatie : Pays alliés et non alliés, perception de la Communauté Internationale, différends internationaux, etc.

iv. Dynamique commerciale : avec qui vous coopérez, sur quels sujets vous coopérez, etc.

v. Négociation : Sur quelles questions vous négociez et sur lesquelles vous ne négociez pas

b. Une fois que vous connaissez votre comité

i. Téléchargez le guide et lisez-le complètement, surlignez les idées les plus importantes et recherchez des documents officiels qui soutiennent l'information.

ii. Consultez le site web du comité ou de l'organisme afin d'intérioriser son histoire, ses divisions, ses étendues et ses compétences.

iii. Examinez les dernières déclarations, avancées et mesures prises par l'organisme.

c. Une fois que vous connaissez le sujet à discuter

- i.** Consultez toute la bibliographie référencée dans la dernière partie du guide.
- ii.** Renseignez sur les références historiques du sujet et sur l'importance d'en discuter.
- iii.** Trouvez les derniers communiqués de presse et/ou résolutions sur le sujet.
- iv.** Créez des alertes Google sur les mots clés qui aident à faire de bonnes recherches sur le sujet

Après avoir compris le thème, trouvez la relation de votre pays avec lui, en termes de savoir s'il est directement impliqué ou non, s'il a fait des déclarations officielles à ce sujet, et quelles opinions il a données dans les organisations où la question a été discutée avant. Ceci afin de comprendre pourquoi le problème du comité est aussi un problème pour votre pays, pour donner une voix à l'État dans le comité. Enfin, cherchez quel aspect du problème concerne le plus votre pays, ça peut être depuis un point de vue politique, économique, social, culturel, migratoire, entre autres. Cela vous permettra d'être clair sur la question qui vous intéresse le plus et sur votre objectif au sein du comité ; en gardant à l'esprit qu'un délégué doit toujours essayer d'aborder la question qui touche le plus son pays en premier dans son agenda.

- v.** Organisez les informations dans un dossier et classez-les du plus pertinent au moins pertinent, afin que vous puissiez mieux organiser vos arguments.
- vi.** Finalement, pour mesurer vos



connaissances, faites une analyse SWOT (Strengths – Weakness – Opportunities – Threats) ou un schéma pour voir les Forteresses et Faiblesses de votre pays par rapport au sujet. Aussi, il faut identifier les opportunités pour réaliser des actions à l'intérieur du comité et la manière comment il sera possible. Finalement, chaque délégué devra identifier les possibles menaces pour son personnage.

d. Quelques étapes supplémentaires

i. Lisez l'intégralité du Manuel et consultez d'autres pages comme HelpMyMun ou BestDelegate.

ii. Créez un portfolio avec :

- 1.** Un document qui inclut les objectifs du pays.
- 2.** La fiche d'information du pays Informations.
- 3.** L'information thématique classée par son niveau d'importance
- 4.** La stratégie de résolution du Comité et ont plusieurs plans et ont plusieurs éventualités au cas où un changement est nécessaire.
- 5.** Liste des idées et des arguments
- 6.** DOFA Matrix (Personnel et du Pays)
- 7.** Document de position et discours d'ouverture

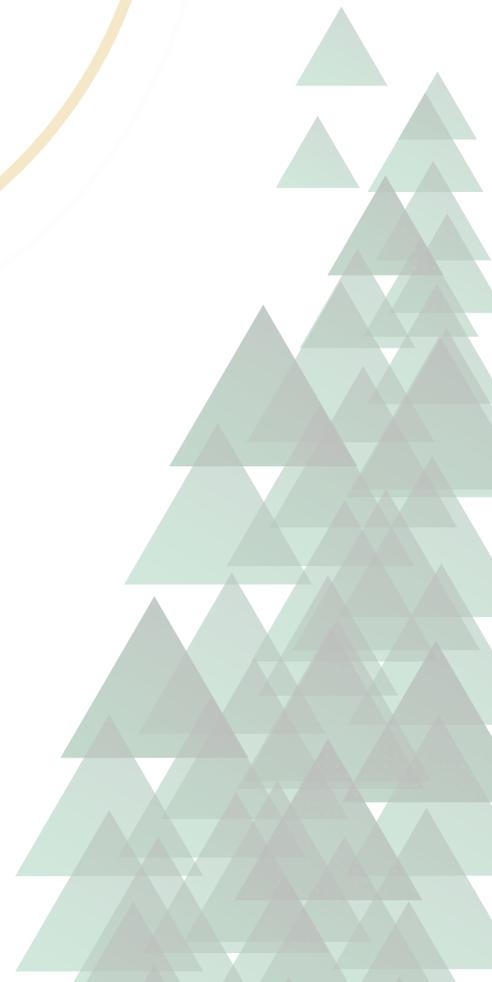
B. Une fois que vous démarrez le modèle

a. Soyez conscient que l'attitude et la volonté jouent un rôle important.

b. Le respect et l'intelligence émotionnelle sont la clé d'une grande expérience.

c. Demandez conseil si nécessaire.

- d.** Profiter. Alors que c'est une compétition, si vous n'aimez pas il ne sera pas un bon souvenir.
- e.** Aie la sécurité de ce que vous avez étudié, respectez le protocole vestimentaire, mais portez ce qui vous met à l'aise



Conseil Européen

L'édition

Johann Sebastián Botello Rincón
Lizeth Andrea Lrada

Désign

Juan Sebastián López Oñate

Investigation et Recherche

Andrea Jaramillo Caro
Juan B. Pavajeau
María Alejandra Trejos

MUNEXT

Modelo de Naciones Unidas de la Universidad Externado de Colombia